

Anne BLANC,  
Députée  
2<sup>ème</sup> circonscription de l'Aveyron

A

Monsieur [REDACTED]

Naucelle, le 20 décembre 2018.

N/Réf. : [REDACTED]

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier en date du 5 décembre, dans lequel vous m'interpellez concernant le lancement d'une procédure de destitution du Président de la République.

En tant que députée de la Nation et membre de surcroit de la majorité, vous comprendrez aisément que je ne partage pas votre analyse de la situation vis-à-vis de l'action de notre Président de la République et du respect de ses devoirs républicains, et qu'en ce sens je ne participerai pas au lancement d'une telle procédure. Par ailleurs, je crois qu'il est dangereux et fortement démagogique d'opposer les citoyens français, schématisant d'un côté ceux qui seraient « pour le peuple » et ceux qui seraient « pour le Président Macron ».

Sachez que j'ai rencontré, écouté et échangé longuement, et à plusieurs reprises, avec un certain nombre de gilets jaunes vivants sur la circonscription, et au-delà originaires de tout le territoire aveyronnais, de Villefranche-de-Rouergue à Naucelle, en passant par Decazeville, l'agglomération ruthénoise ou encore les représentants du Lévézou. J'ai bien conscience que la situation actuelle, la colère, la détresse et aussi la défiance exprimées par les gilets jaunes doit trouver des réponses concrètes, rapidement, pour plus de justice sociale, plus de pouvoir d'achat et une implication marquée des citoyens dans les prises de décisions au cœur de notre démocratie.

Je partage pleinement la nécessité de mieux associer les citoyens à la décision publique, l'urgence d'être innovants, concrets et à l'écoute des propositions du terrain et des territoires. C'est le sens de la concertation nationale et surtout locale qui s'ouvre et qui doit conduire à trouver des réponses adaptées par et pour nos concitoyens.

Chaque citoyen doit pouvoir s'exprimer, proposer, construire les mesures qui seront mises en œuvre pour les accompagner dans leur quotidien. Le pouvoir d'achat, les impôts, la démocratie participative, la transition écologique, la place et l'organisation de l'Etat : ce grand débat permettra d'évoquer tous les sujets, qui se traduiront par des propositions concrètes qui reflètent les spécificités et les besoins particuliers de nos territoires.

Je vous invite d'ailleurs à vous investir dans les rendez-vous de concertation qui seront proposés prochainement sur notre territoire afin de participer à construire des solutions collectives, de bon sens et en prise avec nos réalités locales.

Sans l'écoute, le respect mutuel et le dialogue rien n'est possible, alors qu'avec tout le devient, j'en suis convaincue.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

*Bien à vous.*



Anne BLANC.